

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	23/04/2019	2019-4596
ENREGISTREMENT	23/04/2019	151407/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 143

Séance du mardi 23 avril 2019

Convention collective de travail fixant l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd

x x x

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 23 avril 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I – PORTEE DE LA CONVENTION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue en vue de porter à 60 ans l'âge à partir duquel un complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs âgés licenciés qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd, tel que prévu à l'article 3, § 3 de l'arrêté royal fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Lorsque le contrat de travail est résilié par l'employeur sans respecter de délai de préavis, le travailleur doit satisfaire à la condition d'âge au moment où le contrat prend effectivement fin.

Commentaire

A partir du 1er juillet 2021, les secteurs ou les entreprises qui souhaitent bénéficier du régime prévu par l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise doivent fixer un âge d'octroi de ce régime de chômage avec complément d'entreprise qui ne soit pas inférieur à 60 ans.

A défaut pour les conventions collectives sectorielles ou d'entreprises de fixer un âge de 60 ans ou plus pour l'octroi de ce régime de chômage avec complément d'entreprise, celui-ci ne pourra pas être octroyé.

CHAPITRE IV – ENTREE EN VIGUEUR, REVISION EVENTUELLE DE LA CONVENTION

Article 4

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et produit ses effets le 1er juillet 2021.

La convention pourra être revue ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

Fait à Bruxelles, le vingt-trois avril deux mille dix-neuf.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.-----

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	23/04/2019	2019-4596
ENREGISTREMENT	23/04/2019	151407/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 143

Séance du mardi 23 avril 2019

Convention collective de travail fixant l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd

x x x

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 143 DU 23 AVRIL 2019 FIXANT L'ÂGE À PARTIR DUQUEL UN RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE PEUT ÊTRE OCTROYÉ À CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, AYANT ÉTÉ OCCUPÉS DANS LE CADRE D'UN MÉTIER LOURD

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17 nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17 duodeviciés du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17 vicies du 17 décembre 1997 enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300, n° 17 tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300 et n° 17 tricies sexies du 27 avril 2015, enregistrée le 27 avril 2015 sous le numéro 126893/CO/300 ;

Travail ;
Considérant les accords conclus au sein du Conseil national du

le 23 avril 2019 ;
Considérant l'avis n° 2.130 émis par le Conseil national du Travail

Considérant que l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise a prévu de relever à 60 ans, à partir d'une date fixée après avis du Conseil national du Travail, la condition d'âge pour l'octroi d'un complément d'entreprise pour les travailleurs occupés dans le cadre d'un métier lourd ;

Considérant qu'en exécution des accords conclus au sein du Conseil national du Travail, les partenaires sociaux se sont engagés à réaliser ce relèvement d'âge à 60 ans à partir du 1er juillet 2021 ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 23 avril 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I – PORTEE DE LA CONVENTION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue en vue de porter à 60 ans l'âge à partir duquel un complément d'entreprise peut être octroyé aux travailleurs âgés licenciés qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd, tel que prévu à l'article 3, § 3 de l'arrêté royal fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

CHAPITRE II – CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

CHAPITRE III – RELEVEMENT DE L'AGE APPLICABLE AUX TRAVAILLEURS LICENCIÉS QUI ONT ÉTÉ OCCUPÉS DANS LE CADRE D'UN MÉTIER LOURD

Article 3

Les conventions collectives de travail instaurant un complément d'entreprise pour les travailleurs âgés licenciés ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd, en application de l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, ne seront prises en considération que pour autant qu'elles fixent un âge de 60 ans ou plus pour pouvoir bénéficier de l'octroi d'un complément d'entreprise.

Cet âge doit être atteint par les travailleurs licenciés au plus tard à la fin du contrat de travail et pendant la période de validité de la convention collective d'entreprise ou de secteur qui prévoit ce régime.

Lorsque le contrat de travail est résilié par l'employeur moyennant un délai de préavis, le travailleur doit satisfaire à la condition d'âge au moment où le délai de préavis prend effectivement fin.

Il en est de même lorsque la fin effective du délai de préavis est différée par suite d'une suspension du contrat de travail, conformément aux dispositions de l'article 38, paragraphe 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Lorsque le contrat de travail est résilié par l'employeur sans respecter de délai de préavis, le travailleur doit satisfaire à la condition d'âge au moment où le contrat prend effectivement fin.

Commentaire

A partir du 1er juillet 2021, les secteurs ou les entreprises qui souhaitent bénéficier du régime prévu par l'article 3, § 3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise doivent fixer un âge d'octroi de ce régime de chômage avec complément d'entreprise qui ne soit pas inférieur à 60 ans.

A défaut pour les conventions collectives sectorielles ou d'entreprises de fixer un âge de 60 ans ou plus pour l'octroi de ce régime de chômage avec complément d'entreprise, celui-ci ne pourra pas être octroyé.

CHAPITRE IV – ENTREE EN VIGUEUR, REVISION EVENTUELLE DE LA CONVENTION

Article 4

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et produit ses effets le 1er juillet 2021.

La convention pourra être revue ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

Fait à Bruxelles, le vingt-trois avril deux mille dix-neuf.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	23/04/2019	2019-4596
REGISTRATIE	23/04/2019	151407/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 143

Zitting van dinsdag 23 april 2019

Collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen

X X X

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 143 VAN 23 APRIL 2019 TOT VASTSTELLING VAN DE LEEFTIJD VANAF WELKE EEN STELSEL VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG KAN WORDEN TOEGEKEND AAN SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS IN EEN ZWAAR BEROEP DIE WORDEN ONTSLAGEN

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17 vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17 tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015, geregistreerd op 27 april 2015 onder het nummer 126893/CO/300;

Overwegende de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden;

Overwegende het advies nr. 2.130 dat de Nationale Arbeidsraad op 23 april 2019 heeft uitgebracht;

Overwegende dat artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, vanaf een datum bepaald na advies uitgebracht door de Nationale Arbeidsraad, voorziet in de verhoging tot 60 jaar van de leeftijdsvoorwaarde voor de toekenning van een bedrijfstoelage voor werknemers die hebben gewerkt in een zwaar beroep;

Overwegende dat, ter uitvoering van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten akkoorden, de sociale partners zich ertoe verbonden hebben om die leeftijd vanaf 1 juli 2021 op te trekken tot 60 jaar;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 23 april 2019 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I – DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten om de leeftijd vanaf welke een bedrijfstoelage kan worden toegekend aan oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, zoals bepaald in artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, op 60 jaar te brengen.

HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers die zijn tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

HOOFDSTUK III – VERHOOGING VAN DE LEEFTIJD DIE VAN TOEPASSING IS OP DE WERKNEMERS IN EEN ZWAAR BEROEP DIE WORDEN ONTSLAGEN

Artikel 3

De collectieve arbeidsovereenkomsten tot invoering van een bedrijfstoelage voor de oudere werknemers in een zwaar beroep die worden ontslagen, met toepassing van artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zullen slechts in aanmerking worden genomen in zoverre zij een leeftijd van 60 jaar of ouder vastleggen om de toekenning van een bedrijfstoelage te kunnen genieten.

De ontslagen werknemers moeten die leeftijd uiterlijk op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst bereikt hebben en gedurende de geldigheidsperiode van de collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemings- of sectorniveau die in dat stelsel voorziet.

Indien de arbeidsovereenkomst door de werkgever wordt opgezegd met een opzeggingstermijn, moet de werknemer aan de leeftijdsvoorwaarde voldoen op het ogenblik dat de opzeggingstermijn werkelijk een einde neemt.

Dit geldt eveneens indien de werkelijke beëindiging van de opzeggingstermijn wordt uitgesteld wegens een schorsing van de arbeidsovereenkomst, overeenkomstig de bepalingen van artikel 38, § 2 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Indien de arbeidsovereenkomst door de werkgever wordt opgezegd zonder dat een opzeggingstermijn wordt nageleefd, moet de werknemer aan de leeftijdsvoorwaarde voldoen op het ogenblik dat de overeenkomst werkelijk wordt beëindigd.

Commentaar

Vanaf 1 juli 2021 dienen de sectoren of ondernemingen die wensen gebruik te maken van het stelsel bepaald in artikel 3, § 3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, een leeftijd voor de toekenning van dat stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage vast te leggen die niet lager dan 60 jaar is.

Indien de collectieve arbeidsovereenkomsten op sector- of ondernemingsniveau geen leeftijd van 60 jaar of ouder vastleggen voor de toekenning van dat stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zal dat stelsel niet kunnen worden toegekend.

HOOFDSTUK IV – INWERKINGTREDING, EVENTUELE HERZIENING VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 4

Deze overeenkomst is gesloten voor een onbepaalde tijd en heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2021.

De overeenkomst kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

Gedaan te Brussel, op drieëntwintig april tweeduizend negentien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.
